

Engageons une riposte unitaire en Haute-Vienne face aux idées d'extrême-droite et à leur banalisation

Les politiques néolibérales menées ces 40 dernières années ont, en France et en Europe, laissé au bord du chemin une part croissante de la population, augmenté la rémunération du capital au détriment des revenus du travail et accentué les phénomènes de tri et d'exclusion sociales. *“Entre le vieux monde qui se meurt et l'autre qui tarde à naître, dans ce clair-obscur surgissent les monstres”* disait Antonio Gramsci. C'est dans ce contexte que nous constatons un renforcement des partis et groupuscules d'extrême-droite, dont les idées antisociales, autoritaires et xénophobes sont aujourd'hui omniprésentes dans de nombreux discours politiques et largement banalisées par certains médias, y compris aux heures de grande écoute. La dédramatisation du Rassemblement National, voulue par son ex-présidente, est actée par de trop nombreuses personnalités médiatiques et politiques.

Une étape a été franchie en décembre dernier avec la loi immigration présentée par le gouvernement et soutenue par la droite et l'extrême-droite. Cette loi instaure une “préférence nationale” et une division entre les étrangers, remettant en cause le droit du sol. Elle constitue également une nouvelle attaque contre la Sécurité Sociale. En outre, le gouvernement prend des mesures toujours plus austéritaires, détruisant petit à petit les acquis sociaux des dernières décennies, en s'inspirant des mesures proposées par les partis de droite et d'extrême-droite. La montée des idées d'extrême-droite porte en germe la volonté d'instaurer un régime autoritaire, sans remettre en cause le système capitaliste.

Nos organisations syndicales, politiques et associatives dénoncent cette situation et s'organisent massivement contre les politiques antisociales de notre gouvernement, telles que la loi immigration ou la réforme des retraites. Nous avons été très nombreux, l'année dernière, en Haute-Vienne comme en France, à dénoncer cette casse sociale. On n'a jamais aussi peu entendu les extrêmes-droites que durant la bataille des retraites : quand notre camp social lutte pour un monde solidaire, social et plus juste, leurs idées sont hors-jeu.

Mais depuis quelques mois, proche de chez nous, à Beyssenac (19), à Bélâbre (36) ou Place d'Aine à Limoges, les extrême-droites se sont montrées dans des rassemblements, certains arborant des symboles connus dans les milieux nazis, s'opposant entre autres à des projets gouvernementaux d'installation de CADA (Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile), assimilant de manière ahurissante les étrangers à des assassins et des violeurs. En septembre dernier, lors de la marche des fiertés, les membres d'un de ces groupuscules ont attaqué à plusieurs reprises le cortège, le village associatif, puis la soirée après la marche où, encagoulés, ils ont hurlé des provocations homophobes, puis blessé deux personnes. Depuis, les tags et collages se multiplient en ville et sur les facultés, réclamant le retour du roi, l'interdiction de l'avortement, les valeurs catholiques traditionalistes ou dénonçant l'immigration... Des conférences sur ces thèmes ont été organisées en parallèle à la venue de Marion Maréchal Le Pen ou d'Éric Zemmour et d'un concert de rap identitaire (annulé à la suite de la mobilisation).

Début avril, le niveau de violence a encore augmenté, ce qui a donné lieu à des dépôts de plaintes : agression sexuelle sur mineure et agression avec arme en bande organisée. Par la suite, un nouveau rassemblement organisé par l'Action Française, groupe d'extrême-droite royaliste, en présence d'activistes limougeaux a été interdit dans l'Indre. Des contrôles de gendarmerie effectués en amont ont permis la saisie d'une matraque.

Face aux extrêmes-droites, à un pouvoir sous influence et à la banalisation de discours et d'actes haineux, c'est l'avenir de la démocratie qui est en jeu. L'heure est à une réaction humaniste

et antifasciste, à un renforcement des valeurs de solidarité et de fraternité que cet appel a vocation à porter avec les syndicats, les associations, les organisations politiques progressistes et les citoyen·nes. Nous appelons à défendre l'égalité universelle des droits, la justice sociale et environnementale, à refuser la xénophobie et tous les racismes. Partout, en ville comme à la campagne, agissons et luttons ensemble contre toutes les idées, les actes et les logiques d'extrême-droite dans la rue, dans les entreprises, dans les services publics ou dans les urnes.

Premiers signataires : Amis de la mémoire de la déportation 87, CGT 87, FSU 87, UNSA 87, Gauche Écosocialiste 87, Ligue des Droits de l'Homme 87 Limoges, Les Affolé-e-s de la frange, Libre Pensée 87, Mouvement des Jeunes Communistes de Haute-Vienne (MJCF 87), Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples 87, Nouveau Parti Anticapitaliste 87, Parti Communiste Français 87, Partit occitan, Les Écologistes, Solidaires 87, SOS Racisme 87-Les Potes en Limousin, UNEF 87, Union-Populaire-La France Insoumise 87, La confédération paysanne, Limousin Palestine, PF, ATTAC, Union Étudiante, ...